

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMAN'S GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**PRESSE-MEDDELELSE
MITTEILUNG AN DIE PRESSE
PRESS-RELEASE**

**INFORMATION A LA PRESSE
INFORMAZIONE ALLA STAMPA
MEDEDELING AAN DE PERS**

Strasbourg,
Brussels, 19 February 1975

THE ECONOMIC SITUATION IN THE COMMUNITY AT THE BEGINNING OF 1975

Summary of the speech by Mr. W. Haferkamp, Vice-President of the Commission, to the European Parliament Strasbourg

19 February 1975

Mr. Haferkamp began with a detailed analysis of economic trends over the last year and then turned his attention to the problems of the moment.

The era of booming prosperity was, he said, a thing of the past. The growth rate of private consumption would have to be held below that of gross domestic product in future. This would call for a high degree of sacrifice and flexibility on the part of our citizens and every effort must be made to ensure that the burden was equitably and impartially divided.

Mr. Haferkamp stressed the important rôle which policy measures had to play in promoting structural change and easing social frictions. Where worldwide structural change was concerned, he took the view that cyclical and structural problems were inextricably linked and could not be solved by superficial measures leading to growth in value terms only.

A general policy which sought to expand demand was not appropriate in present circumstances. On the contrary, what was called for was a cautious, selective policy to encourage investment and provide incentives to structural change. The sooner something decisive was done to relieve the pressure of costs the better were the prospects of economic recovery. Excessive pay increases were certainly out of the question in the present economic climate.

In deficit countries the main concern must still be to reduce the external deficit and curb inflation. In surplus countries reflationary programmes had already been launched. There could be no disputing the fact that all countries would have to devote a great deal of attention to the unemployment problem. There was no doubt however - and no one should have any illusions on this point - that there could be no return to a normal employment situation in the short term.

On the Community's economic prospects for 1975, Mr. Haferkamp made the following points:

- An average growth rate of 2% for the year would have to be regarded as an achievement in the circumstances. Some Member States (Italy, for example) might slip back into the negative growth zone but in others (France, for example) a positive rate of 3% was likely.
- Hardly any change was expected in the average unemployment rate of 3-3.5%. There were hopes, however, that growth and the employment situation would improve later in the year. A crucial factor as far as unemployment was concerned would be the attitude adopted by the two sides of industry, notably in the matter of incomes.

. There was a ray of hope on prices and payments balances. The average rate of increase in consumer prices in 1975 was likely to be much the same as in 1974 but the pace of increase could slacken as the year advanced.

. Improved terms of trade and a fall in domestic demand could lead to a relatively sharp reduction in the Community deficit on current account. A high degree of uncertainty existed with regard to world economic trends, notably in the United States.

Mr. Haferkamp gave a strong warning against defeatism and panic. Given the difficult world economic situation there was, in his view, only one possible alternative: cooperation and solidarity backed up by a policy of intensive coordination and mutual consultation at European and at international level. In this respect the Community bore a heavy responsibility.

The Community shared the responsibility for upholding a liberal trade policy. No effort must be spared to guard against protectionist tendencies and an assault on free worldwide trade.

This was not the time for ambitious aims and programmes. It was vital, however, that we applied all our energies to developing and utilizing existing institutions and instruments. Measures had to be taken, on a step-by-step basis, to develop the Monetary Cooperation Fund into a European Central Bank.

TALSMANDENS GRUPPE
SPRECHERGRUPPE
SPOKESMANS GROUP
GROUPE DU PORTE-PAROLE
GRUPPO DEL PORTAVOCE
BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

**PRESSE-MEDDEELSE
MITTEILUNG AN DIE PRESSE
PRESS-RELEASE**

**INFORMATION A LA PRESSE
INFORMAZIONE ALLA STAMPA
MEDĒDELING AAN DE PERS**

Strasbourg, le 19 février 1975
Bruxelles,

LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE AU DEBUT DE 1975

Résumé du discours prononcé par M. le Vice-président W. HAFERKAMP devant le Parlement européen, à Strasbourg, le 19 février 1975.

Après avoir procédé à une analyse complète de l'évolution économique au cours de l'année dernière, M. Haferkamp a abordé les difficultés actuelles.

"L'époque de l'augmentation rapide de la prospérité est définitivement révolue. Le taux d'accroissement de la consommation privée doit, à l'avenir, rester inférieur à celui du produit national brut. Cela exige des sacrifices et une grande capacité d'adaptation de la part des citoyens. Il faudra veiller à ce que les charges qu'implique cette adaptation soient réparties équitablement."

M. Haferkamp a souligné le rôle important que doit jouer la politique pour promouvoir les transformations dans l'ordre structurel et atténuer les frictions dans le domaine social. A son avis, dans une période de transformations structurelles mondiales, les problèmes conjoncturels et structurels sont étroitement imbriqués et ne peuvent pas être résolus par des mesures superficielles, comme une reprise nominale génératrice d'inflation.

"Une politique générale d'expansion par la demande n'est pas appropriée actuellement. Une politique sélective et prudente en faveur des investissements pour susciter les restructurations nécessaires est mieux adaptée à la situation. On pourra d'autant plus s'attendre à une reprise conjoncturelle que l'économie aura été rapidement et durablement soulagée de la forte pression des coûts. Des augmentations de revenus excessives ne sont certainement pas adaptées à la situation économique actuelle."

"Les pays dont la balance des paiements est déficitaire doivent continuer à s'efforcer de résorber d'abord leur déficit extérieur et de lutter contre l'inflation. Dans les pays qui accusent un excédent des programmes de relance conjoncturelle ont déjà été mis en oeuvre. Il va de soi que l'évolution du chômage mérite une attention particulière dans tous les pays. Il ne faut pas cependant se faire d'illusions, un retour à une situation normale en matière d'emploi n'est pas possible à court terme."

M. Haferkamp a esquisonné comme suit l'évolution économique de la Communauté en 1975 :

- Un taux d'expansion annuel moyen de 2 % devrait déjà être considéré comme un succès. À cet égard certains pays membres comme l'Italie pourront accuser un taux négatif, tandis que la France peut encore espérer un taux positif de 3 %.
- Le taux de chômage/qui est de 3 à 3,5 % ne variera guère. On peut espérer, il est vrai, qu'en ce qui concerne l'expansion et l'emploi, la situation s'améliorera à la fin de l'année. L'attitude des groupes sociaux en ce qui concerne notamment les revenus aura une influence déterminante sur l'évolution du chômage.

- Il existe certains signes d'amélioration en ce qui concerne les prix et les balances des paiements. Certes, la hausse moyenne des prix à la consommation devrait, en 1975, rester à peu près la même que l'année précédente, mais son rythme pourrait bien diminuer de plus en plus au cours de l'année.
- Le déficit de la balance des paiements courants de la Communauté pourrait être assez fortement réduit à la suite d'une amélioration des termes de l'échange et d'une réduction de la demande intérieure. Une grande incertitude subsiste à propos de l'évolution de la conjoncture mondiale, notamment aux Etats-Unis.

M. Haferkamp a mis énergiquement en garde contre le défaitisme et la panique. Compte tenu des difficultés de la situation économique mondiale, il ne voit qu'une solution possible : la coopération et la solidarité, une politique de coordination intensive et la concertation aux niveaux européen et international. La Communauté assume à cet égard une grande responsabilité :

"Elle est co-responsable du maintien d'une politique commerciale libérale. Il faut tout faire pour empêcher l'instauration du protectionnisme et pour qu'aucune atteinte ne soit portée à la liberté du commerce mondial".

"Le temps n'est pas aux objectifs et aux programmes hardis et ambitieux. Nous devons aménager et utiliser efficacement les institutions et les instruments dont nous disposons. Le Fonds européen de coopération monétaire doit être transformé progressivement en une Banque centrale européenne."